

Ce que les Congolais attendent de la “Commission décolonisation”

Colette Braeckman

Le Soir, 5 août 2020

Faute de temps et de moyens, les 80 millions de Congolais vivant au Congo ne seront pas représentés au sein du groupe d’experts chargés de préparer la commission d’enquête parlementaire sur la colonisation du Congo, du Rwanda et du Burundi, qui devrait entamer ses travaux dès la rentrée d’octobre prochain.

Les experts retenus à Bruxelles ont été choisis dans le milieu scientifique mais aussi au sein de la diaspora et l’ampleur des travaux à réaliser dans un délai très bref a provoqué plusieurs désistements. Des équilibres à trouver entre les différents partis, du Vlaams Belang et de la NVA jusqu’à Défi ont également suscité des débats très vifs, qui ont du donner la migraine aux négociateurs du groupe Ecolo Groen, qui présideront la commission aux côtés du CDNV et du PS. Afin de nourrir le débat avec des voix venues du terrain, nous avons interrogé quelques Congolais de dif-

férentes régions et origines afin de mesurer leurs attentes concernant les travaux de cette commission. Cette dernière est accueillie avec sympathie mais suscite aussi beaucoup d’attentes liées non pas au passé mais à un quotidien très précaire.

Que signifie pour vous le personnage de Léopold II ?

Myrna, Kinois de trente ans, mariée à un Belge (depuis Kinshasa)

Pour moi, le temps colonial, c’est loin, je n’ai pas le temps de regarder en arrière : le règne de Mobutu a fait 32 ans, celui de Kabila 18... C’est bien d’examiner le passé, mais n’oubliez pas les jeunes générations. Même mon mari belge ne connaît rien de tout cela...

Marcellin Cishambo, ancien conseiller diplomatique de l'ex président Kabila (depuis Kinshasa)

Je me méfie d'un retour sur la conférence de Berlin... Il faut se rappeler que c'est en 1885 que le roi Léopold II a fait accepter les frontières de l'Etat indépendant du Congo, en obtenant le soutien du chancelier allemand Bismarck face à l'Angleterre. Je crois que certaines puissances n'ont toujours pas accepté le partage de l'Afrique à Berlin et qu'à la fin de l'ère Mobutu, dans les années 96-97 comme lors de la conférence de Sun City, au début des années 2000, après l'assassinat de Laurent désiré Kabila, il a été à nouveau question d'un démembrement du Congo. A cette époque, après que l'Erythrée se soit séparée de l'Ethiopie, on négociait l'indépendance du Sud Soudan. Croyez vous vraiment que ce danger de « balkanisation » du Congo soit définitivement écarté? A ce même moment, en plus de l'offensive diplomatique, est paru l'ouvrage d'Adam Hochschild « les fantômes du roi Léopold ». Il rappelait les atrocités commises durant l'Etat indépendant du Congo, mais affaiblissait aussi la légitimité de ce Congo héritier de Léopold II. Est-ce un hasard si aujourd'hui, alors que toutes les frontières de l'Est du pays sont attaquées depuis les pays voisins, un autre événement se prépare, le film à sensation

de l'acteur américain Ben Affleck?

Randy Shabani, conseiller en communications (Kolwezi, province du Lualaba)

Léopold II fait partie de l'histoire congolaise, on ne pourra jamais l'en détacher, bien que son action négative nécessite une réparation considérable et significative. Beaucoup de nos aïeux avaient été traumatisés par les méthodes de la conquête...

Isidore Ndaywel, historien (Paris et Kinshasa)

Remonter jusqu'à Léopold II, c'est bien, mais c'est une démarche d'antiquaire. N'oubliez tout de même pas que le règne de Léopold II n'a duré que 23 ans et que la colonisation par la Belgique représente 52 ans. Au regard des temps longs de l'histoire, ce n'est pas beaucoup... Pour moi, le travail de l'historien doit s'ancre dans le présent. Il faut regarder le passé, mais en fonction du présent et surtout de l'avenir. Il s'agit d'être prudent, sinon de vieux démons vont se réveiller... Je n'ai pas été invité à participer au groupe d'experts? Ce n'est pas grave : c'est une affaire entre Belges... Chez vous, la diaspora a besoin d'emplois, de reconnaissance, de racines et c'est cela qui provoque les tensions...

Marcel Yabili, avocat, Lubumbashi

Dès le départ, la question de Léopold II a été polluée par la propagande. N'oubliez pas que le consul

Roger Casement, envoyé à Boma par Londres, avait pour objectif de faire déchoir Léopold II, de lui retirer ses droits de propriété sur le Congo. Par la suite, une commission d'enquête internationale puis un rapport rédigé par l'explorateur Savorgnan de Brazza ont conclu que du côté français, sur l'autre rive du fleuve, la situation était pire encore. Cette affaire a été réglée et, durant un siècle, on n'a plus entendu parler de Léopold II. Jusqu'à ce que, vers 1985, alors que le pays avait un siècle d'existence, les histoires du passé ont refait surface, dans des livres, dans la presse. On a voulu oublier qu'à partir de rien, Léopold II a construit ici des routes, des ponts, des chemins de fer. Et aussi des frontières. Je mets en garde : si on doit aujourd'hui déboulonner Léopold II, on remet aussi en cause les frontières de l'époque, qui ont été le fruit d'une négociation politique. Et, par exemple, on renonce au port de Matadi, qui se trouve sur la rive gauche du fleuve, du côté angolais, on remet en cause les frontières à l'Est du pays, ce qui fera l'affaire du Rwanda. . . .

Chez vous c'est la Flandre qui se soucie de Léopold II, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le Congo lui-même. . . Pourquoi jouer avec le sang des Congolais en badigeonnant symboliquement les statues ? L'Etat indépendant du Congo avait été reconnu par les puissances de l'époque ! Reve-

nir sur cette histoire, c'est dangereux, cela peut nous ramener à cette balkanisation dont les Congolais ne veulent pas. Léopold II, c'est le fondateur de notre pays et c'est pour cela qu'à Kolwezi, entre autres, sa statue précède celles de tous les chefs d'Etat qui ont dirigé le Congo. Une bonne part de l'identité congolaise repose sur le souvenir de Léopold II et il ne faut pas réduire ce dernier à l'histoire des mains coupées. Ces actes criminels ont été commis du temps de l'Etat indépendant du Congo, mais ils ont été jugés : à cette époque déjà il y avait des lois.

Jok Oga, politologue, Kinshasa

Il est certain que l'histoire coloniale a été mal écrite, ce qui a entraîné des conséquences discutables. Il faut donc la réécrire, sans oublier le sort des victimes qui sont postérieures au règne de Léopold II : je pense en particulier aux persécutions des kimbanguistes par l'administration belge. Il y a eu des atrocités, des relégations à l'autre bout du pays, Simon Kimbangu le prophète est lui-même mort en prison après trente ans de détention ! Aujourd'hui encore, alors qu'ils comptent des millions de fidèles, les kimbanguistes vivent difficilement, leurs lieux de culte sont mal entretenus faute de moyens. . . Ils sont réellement les descendants des persécutés d'hier et à leur égard, il y aurait amplement matière à demandes de pardon, à répara-

tions. . . D'une certaine manière il faudra aussi penser à rapatrier certaines œuvres d'art qui ont été volées. Et aussi refaire les comptes, évaluer ce que la Belgique a retiré du Congo, retrouver les origines de la dette congolaise. . .

Quelles sont les attentes des Congolais aujourd'hui ?

Thomas Omari porte parole des métis d'origine belge (Kinshasa)

Nous protestons contre le mauvais accueil que nous recevons à l'ambassade de Belgique où l'on refuse de nous recevoir, de nous écouter. Notre association, qui rassemble enfants et petits enfants qui ont été abandonnés par les Belges en 1960 compte, à Kinshasa seulement, 200 membres, et beaucoup plus à l'échelle du pays. Les Belges ont quitté le pays sans regarder en arrière, en laissant femmes et enfants congolais et ils ne veulent plus rien savoir de nous.

Pour nous des réparations, cela signifie des facilités pour étudier, des bourses pour nos jeunes, une aide spécifique pour les femmes. En effet, à cause de nos origines belges, nous sommes souvent rejetés par les autres Congolais et les femmes ont des difficultés à se marier. Nous les métis,

avons le sentiment d'être rejetés des deux côtés.

Pour les plus âgés il faudrait envisager une rente, une sorte de pension. Laissés pour compte depuis 60 ans, nous vivons avec cette douleur. Si en Belgique on a pris conscience du problème, au Congo, pour nous, rien n'a changé. C'est pour cela que nous manifestons devant l'ambassade de Belgique. . .

Nicaise KiBel' bel Oka, journaliste, Beni, Goma

Léopold II? Il ne faut pas se laisser distraire par les intellectuels qui vivent à l'étranger et qui espèrent toucher des dividendes. Certes, la mémoire collective doit être entretenue, mais si la Belgique présente des excuses publiques, celles-ci doivent être sincères et se traduire par des actes concrets. Comme, par exemple, choisir des villes situées dans les régions qui ont particulièrement souffert durant la colonisation, le Sankuru par exemple, le Kasai. . . Là, il faudrait développer des œuvres sociales, réhabiliter un hôpital, ouvrir un musée, renforcer les écoles. . . Notre histoire ne doit pas être le monopole des Occidentaux : il faudrait aussi donner des bourses d'études à de jeunes Congolais pour qu'ils puissent venir étudier leur histoire en Belgique, à Tervuren par exemple, où se trouvent nos archives, participer à l'écriture d'une histoire commune. Moi, je viens de l'Ituri, ravagé par la guerre, on

compte des centaines de morts parmi les civils : pourquoi la Belgique ne pourrait elle pas aider l'armée congolaise, lui apporter un appui logistique, une aide en matière de renseignements ? Elle l'a déjà fait, il faut qu'elle revienne. Ma conviction est la suivante : Léopold II a voulu créer un vaste Congo uni, et depuis la fin du 19^e siècle les Anglo Saxons ne l'ont pas accepté, ils ont voulu détruire son œuvre. La Belgique doit continuer à soutenir l'unité du pays, nous aider à le défendre.

Joseph Nsita, l'un des fondateurs de l'UDPS, originaire du Bas Congo

La Belgique, au lieu de passer beaucoup de temps avec Léopold II, doit nous aider à retrouver les conclusions de la Conférence nationale souveraine qui s'est tenue au début des années 90 et avait jeté les bases de la démocratisation. Elle doit aussi nous aider à réhabiliter ce qu'elle avait construit au Congo, les écoles, les routes, les hôpitaux... Et pourquoi pas nous aider à mettre sur pied une République fédérale du Congo ?

Maman Gege, animatrice de SOFAD, une association de femmes, Uvira

Ici, nous vivons au jour le jour : la semaine dernière, dans le village de Kipupu au Sud Kivu 220 personnes ont été massacrées. Hommes, femmes, enfants. Il y a eu des kidnappings, les maisons ont été détruites. En cause :

des milices venues des pays voisins, Rwanda et Burundi, qui poursuivent la guerre chez nous, nous ne savons pas pourquoi. Le Docteur Mukwege a protesté mais personne n'a réagi, la Monusco n'est pas intervenue.

Ce que doit faire la Belgique, c'est simple : elle doit nous défendre, nous soutenir, provoquer une réaction de la communauté internationale. Ici, on nous tue tous les jours. Il faut aussi nous aider à renforcer nos structures communautaires, car la situation devient chaotique. Evoquez le passé si vous voulez, mais de grâce ne nous abandonnez pas...

Isidore Ndaywel, historien

S'occuper du passé, c'est bien si on sait où on dort le soir, ce que l'on mangera à midi. Ici, nous avons des problèmes existentiels, 200 morts à Kipupu et personne ne bouge. Je crains que vos débats passent au dessus de la tête des gens. Je reconnais cependant les problèmes de la diaspora, besoin d'emploi, de reconnaissance sociale, de racines, confrontation au racisme ambiant... Tout cela provoque des tensions... Dans l'immédiat, la Belgique devrait aussi s'interroger sur son comportement présent : jusqu'aujourd'hui Chinois, Allemands, Américains font le détour par Tervuren pour y chercher des cartes géologiques de notre pays et identifier plus facilement les gisements miniers, ce qui facilitera leurs investissements.

Marcel Yabili, avocat

La question du passé colonial a été déplacée en Belgique, où vivent des dizaines de milliers de Congolais... Ici, on constate que tout ce qu'avaient construit les Belges, les routes, les ponts, les écoles, est en train de s'effondrer. Aidez nous à reconstruire! Aidez nous aussi à mieux connaître notre passé, les gens ici sont curieux, les jeunes veulent savoir comment c'était du temps des Belges, ce qui s'est passé après... Les Congolais sont étonnés lorsqu'ils découvrent, dans le musée familial que j'ai ouvert à Lubumbashi, un guide du Touring Club qui date de la fin des années 50 et indique les hôtels, les tarifs, les routes.. Les gens veulent savoir ce qu'était la gestion coloniale, se rappeler qu'il y avait des soins médicaux, que l'enseignement était gratuit. Mais ce qu'ils refusent, évidemment, c'est l'idéologie de l'époque, la privation des droits fondamentaux, le manque de liberté...

Léonard She Okitundu, ex ministre des Affaires étrangères, Kinshasa

Ne nous voilons pas la face : les Congolais ont gardé un mauvais souvenir de la colonisation! Apartheid de fait, travaux forcés, racisme, tout cela explique les révoltes et les jeunes doivent apprendre l'histoire du pays.

Cependant la communication du roi Philippe, le 30 juin dernier, est très importante : il a exprimé des

regrets, qui seront peut-être transformés en excuses par un prochain gouvernement. Soixante ans après, il donne raison à Patrice Lumumba, dont le discours avait tant choqué le roi Baudouin. La lettre du roi Philippe doit inspirer les travaux de la future Commission parlementaire qui devra travailler dans la sérénité et rechercher la vérité, faire un état des lieux.

Mais il faudra aussi que la Belgique s'interroge sur ce qu'elle a fait au Congo depuis les années 60 .Je crains que le bilan soit négatif, elle a longtemps soutenu la dictature de Mobutu, ce régime qui a amené le pays là où il se trouve auourd'hui. Il faudra aussi réexaminer la philosophie de la coopération de la Belgique avec le Congo : jusqu'à présent, il s'agissait plutôt de philanthropie que de développement durable, d'égal à égal...

On n'évitera pas la question des réparations et l'agence de coopération Enabel devra cesser d'être « caritative », « philanthropique »... Il nous faut revenir au discours prononcé par Patrice Lumumba en 1960, qui souhaitait que Belges et Congolais travaillent réellement ensemble. Dans une telle perspective nous pourrions résoudre le problème de la pauvreté, trouver un cadre pour la diaspora, attirer les investisseurs vers le Congo... Il n'est pas trop tard pour être « gagnants-gagnants », Belges et

Congolais, avec une ouverture vers l'Union européenne où les Belges sont bien représentés par Charles Michel et Didier Reynders. . .

J'espère que la Commission par-

lementaire débouchera sur tout cela. Le roi Philippe ayant ouvert la voie une autre époque pourrait s'ouvrir si la Commission fait bien son travail. . .